



Portant réglementation de la circulation et du stationnement pour ENEDIS, chemin du Grec

LE MAIRE DE LA VILLE DE DRAP

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2213-1 à L2213-5;

Vu le Code de la Route, notamment les articles R 110-2 al 2, R411-2, R411-25, R413-1 et R417-9 à R417-13

Vu le Code des relations entre le public et l'administration;

Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 relative à la signalisation des routes et autoroutes et les textes subséquents ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963 (livre I, 8ème partie « signalisation temporaire ») approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié (journal officiel du 30 janvier 1993);

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2002 modifiant les conditions de mise en œuvre de la signalisation routière :

Vu l'arrêté préfectoral n°2002-100 en date du 04 février 2002 relatif à la lutte contre le bruit ;

Vu l'arrêté municipal n° 2204 du 15/03/1980 fixant les limites de l'agglomération de la commune de Drap ; Vu la demande VIAZUR n° 2022013768 ;

Vu la demande d'autorisation de travaux n°22-DRP-00073, présentée en date du 20/10/2022, par ENEDIS, 8 BIS, AVENUE DES DIABLES BLEUS 06300 NICE - tél : 04 92 00 84 77 représentée par M. PIERRON DAVID - port : 06 99 90 80 75, qui sollicite l'autorisation de faire réaliser des travaux de réalisation d'un branchement électrique, en agglomération - chemin du Grec, par l'entreprise SETU TELECOM, 740, ROUTE DES NÉGOCIANTS ZAC DE LA GRAVE 06510 CARROS - 06 83 37 71 79 représentée par M DIDIER Camille à compter du 28/11/2022 à 08 heures 30 et jusqu'au 09/12/2022, à 17 heures ;

Vu l'avis favorable de la Métropole Nice Côte d'Azur au titre de ses compétences dévolues par l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales, Direction Territoriale Collines et Littoral Est 5, rue de l'hôtel de Ville 06364 NICE;

Considérant que pour réaliser ces travaux, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement, afin d'assurer la sécurité des ouvriers intervenant pour l'entreprise ou de la personne chargée de la réalisation ainsi que la sécurité des usagers ;

ARRÊTE

<u>ARTICLE 1</u>: Dans le cadre de l'opération susvisée, le maitre d'ouvrage ENEDIS représenté par le bénéficiaire M. PIERRON DAVID, est tenu de respecter les prescriptions relatives à la circulation et au stationnement, chemin du Grec, du n° 480 au n° 730, mentionnées dans les articles suivants.

<u>ARTICLE 2</u>: Pour les besoins de l'opération, la capacité et le régime de circulation seront modifiés pour tous les véhicules, les deux roues ainsi que les piétons, dans le tronçon de voie cité à l'article 1 du présent arrêté, de la manière suivante :

- la capacité de circulation sera réduite à 1 voie,
- un dispositif de circulation alternée par feux tricolores sera instauré, entre 08 heures 30 et 17 heures,
- la circulation sera intégralement rétablie chaque jour, entre 17 heures et 08 heures 30,
- la circulation sera intégralement rétablie chaque fin de semaine,

En outre, le bénéficiaire devra respecter les prescriptions générales de circulation suivantes :

- Assurer la libre circulation des véhicules de secours et d'incendie,
- Assurer en permanence un passage sécurisé permettant la circulation et la sécurité des piétons, des personnes à mobilité réduite et de leur véhicule, dont la largeur minimale sera de 1,4 mètre, par la mise en place d'une déviation réglementaire.
- Faire mettre en place et entretenir, par les soins de l'entreprise chargée de l'opération, une signalisation temporaire de chantier et de déviation correspondante, conforme à la réglementation en vigueur.
- L'entreprise devra respecter les limitations de tonnage en vigueur sur toutes les voies du domaine public métropolitain.

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 2022-10-18



- L'emprise du chantier sera rendue aux usagers chaque soir et fin de semaine du vendredi soir 17 heures jusqu'au lundi matin 08 heures 30 et la veille des jours fériés 17 heures au surlendemain 08 heures 30.
- La vitesse de tous les véhicules, y compris les deux roues, est limitée à 30 km/h au droit de l'emprise définie à l'article 1 du présent arrêté, en application de l'article R413-1 du Code de la Route.
- Le dépassement de tous les véhicules, y compris les deux roues, est interdit au droit de l'emprise définie à l'article 1 du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Le bénéficiaire devra respecter les prescriptions générales de stationnement suivantes :

• Assurer le libre accès aux équipements de sécurité et d'incendie (sorties de secours, bouches d'incendie).

ARTICLE 4: Les activités ou travaux bruyants devront être interrompus à 20 heures au plus tard.

<u>ARTICLE 5</u>: La présente réglementation sera en vigueur à compter du 28/11/2022 à 08 heures 30 et jusqu'au 09/12/2022, à 17 heures.

Le bénéficiaire de cette réglementation et/ou son mandataire sont tenus de détenir le présent arrêté sur site en permanence pendant la durée du chantier ainsi que l'arrêté de voirie portant autorisation de travaux pendant la durée de l'opération, dûment signé par le gestionnaire de la voirie.

<u>ARTICLE 6</u>: Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication conformément à la règlementation en vigueur et sera dûment notifié au maître d'ouvrage.

<u>ARTICLE 7</u>: Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de la publication du présent arrêté, concernant les prescriptions générales de circulation et dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, concernant les prescriptions individuelles de circulation.

Le Maire

M. Robe

ARTICLE 8 : Copie du présent arrêté sera transmise pour exécution dans son domaine de compétences à

- Le maire de Drap
- Le directeur général des services de Drap,
- Le Commandant de la brigade de Gendarmerie,
- ENEDIS.
- SETU TELECOM.

ainsi qu'au chef de la Direction Territoriale Collines et Littoral Est

ARTICLE 9 : Le Maire ou son délégataire, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Drap, le 28 octobre 2022